



DECLARATION

Violences policières et loi « Sécurité globale » !

01 décembre 2020

Le collectif 88 % condamne avec fermeté la brutalité inhumaine de l'intervention policière de la place de la République le lundi 23 novembre à Paris.

Les militants et militantes de notre collectif sont engagés dans le Roannais dans des actions de soutien aux réfugiés. Il faut le répéter, l'immense majorité de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants ont été jetés contre leur gré sur les routes de l'exil. Ils ont quitté leur pays pour échapper à la guerre, à la faim, à la misère ou à des dénis de démocratie. Au lieu d'être une terre d'accueil et d'assumer son devoir humanitaire dans la terrible crise des migrants, la France se déshonore en appliquant des méthodes qui étaient jusqu'alors réservées à des régimes autoritaires. À ce titre, elle a déjà été condamnée par de nombreuses instances internationales.

La brutalité avec laquelle un journaliste a été interpellé ce lundi 23 novembre est une illustration de plus du tournant anti-démocratique du gouvernement. Depuis son élection, il utilise la violence de manière récurrente contre les mouvements sociaux. De nombreux gilets jaunes ont été blessés, des militants écologistes, des journalistes molestés, des grévistes matraqués aux portes de leurs entreprises. Les manifestations syndicales, y compris celles des soignants que le ministre nous demandait d'applaudir tous les soirs à nos fenêtres, subissent systématiquement des tirs de LDB, de grenades lacrymogènes et de désencerclement qui à chaque fois sont responsables de mutilations et de blessures graves.

Cette volonté du gouvernement de museler la contestation contre sa politique antisociale se concrétise dans le projet de loi « Sécurité globale » que ne renieraient pas de nombreux dirigeants autoritaires à travers le monde. Cette loi liberticide adoptée, la situation ne pourra qu'empirer. S'ajoutant à un arsenal répressif et autoritariste mis en place pendant la pandémie, cette loi entrave gravement la liberté d'expression et plus particulièrement la liberté de la presse. Elle donne dans les faits aux policiers et gendarmes, la possibilité d'empêcher les journalistes de faire leur travail et d'une certaine manière encourage des méthodes et des comportements inadmissibles pour une police républicaine.

Les exactions commises par des représentants de l'ordre ne sont pas punies comme elles le devraient. Les dérapages se multiplient et l'on voit bien que certains policiers ou gendarmes interprètent la mansuétude de leur hiérarchie et du gouvernement comme un permis d'user illégitimement de la violence en toute impunité. L'agression inqualifiable dont a été victime Michel Zecler, le producteur de musique dans ses locaux, le tir sans sommation subi par Hugo, Paul leurs amis en voiture, arrêtés à un feu au bois de Boulogne, il y a plus d'un an et dont l'affaire vient seulement d'être portée à la connaissance du public, en sont les dernières preuves.

Bien loin de protéger les forces de l'ordre, cette loi va agrandir la fracture entre elles et la population, et augmenter la défiance envers des fonctionnaires qui devraient incarner la défense des valeurs démocratiques.

Le collectif 88 % a participé à Roanne aux rassemblements visant au retrait pur et simple de cette loi comme à celles qui affirment la solidarité avec les réfugiés. Il répondra à nouveau présent à toutes les initiatives pacifiques organisées pour faire céder le gouvernement et le contraindre à retirer cette loi criminelle.

Le Collectif 88%